



Négociation  
Internationale

UNE OFFRE PÉDAGOGIQUE



AFD  
GROUPE

# PLONGÉE AU COEUR DE LA COP MEDITERRANEE

## COP-Méditerranée 2026 : l'ONU au chevet de la Méditerranée



RÉALISÉ À TOULON  
LES 21 ET 22 MAI 2026

Ceci est un reportage fictionnel réalisé dans le cadre d'une simulation de négociation internationale, à partir d'un kit pédagogique de l'Agence française de développement (AFD), et présenté au concours « Simule ta COP »

Après l'UNOC à Nice en juin 2025, ces jeudi 21 et vendredi 22 mai s'est tenue à Toulon la COP-Méditerranée, conférence de l'ONU sur les multiples enjeux en mer Méditerranée.

Par Maxime Ho-Trong, Sarah Metayer et Solène Lacroute (envoyés spéciaux).

### Une conférence sur la Méditerranée

Organisée sur deux jours, cette conférence a réuni les représentants de l'ONU, des ambassadeurs des pays riverains de la Méditerranée, des scientifiques, des ONG et des entreprises transnationales, tous concernés par les problèmes qui affectent cette mer unique au monde. Leur objectif ? Parvenir à un certain nombre de propositions non contraignantes pour améliorer la situation en Méditerranée et mieux respecter l'objectif de développement durable n°14 – préserver et utiliser de façon durable les océans les ressources marines –, le moins financé des 17 ODD de l'ONU.

Jeudi matin, la séance d'ouverture s'est tenue dans l'amphithéâtre 500.1 de la faculté de Droit de Toulon, occasion pour la secrétaire générale des Nations Unies de rappeler l'urgence de la situation face aux spécificités de la Méditerranée, qui représente 0,8% de la surface mondiale de l'océan mais abrite 10 % de la biodiversité marine mondiale (source : Plan bleu), et les multiples enjeux qui l'affectent : la difficile protection des espaces maritimes et de leurs écosystèmes gravement menacés, le dérèglement climatique et ses conséquences, la pollution, la surpêche, les routes commerciales et enfin les migrations, souvent mortelles dans cette mer très fréquentée et qui met en contact des espaces bien différents. Ces enjeux étaient déjà présentés dans le hall par les ONG venues alerter les décideurs politiques et présenter leurs actions. Face à elles, des entreprises bien décidées à défendre et valoriser leurs activités, mais accusées de ne faire que du *Greenwashing*. Confirmant les propos des ONG, la secrétaire générale de l'ONU, avec de nombreux clins d'œil – « *Make the Mediterranean Sea Great Again* », « *for sure* » - a exhorté les Etats à agir au plus vite et à cesser les demi-mesures.



Dans le hall, les stands des ONG.  
Crédit photo Solène Lacroute.

Cette séance inaugurale a permis à l'ensemble des participants de présenter leur rôle et leurs intérêts respectifs en Méditerranée. C'est l'Union Européenne qui a succédé en premier à la secrétaire générale à la tribune, pour rappeler les actions – encore insuffisantes – déjà mises en œuvre par les 27 pour protéger la Méditerranée et mieux coopérer entre ses deux rives.

### Des Etats fortement critiqués

Puis la France, pays hôte, a pris la parole, pour exprimer ses craintes vis-à-vis des dangers qui pèsent sur cette mer, évoquer la création d'aires maritimes protégées et son combat pour faire ratifier le traité sur la haute mer par le plus grand nombre de pays.

A peine son discours achevé, la France a été vivement interpellée par deux ONG présentes dans le public, Tara Océan et Bloom, qui lui ont reproché de ne pas suffisamment agir contre la pollution, notamment celle liée aux transports et le fléau du plastique dans les océans, dramatique pour la faune marine et qui s'aggrave d'année en année. Monaco fut également interpellé peu de temps après son discours par le WWF, une ONG reprochant à la principauté la contradiction entre ses discours, l'engagement du prince et la réalité très polluante du mode de vie dans la cité-Etat.

De nombreux pays du bassin méditerranéen se sont exprimés sur ces sujets communs, dont l'Italie que nos envoyés spéciaux ont questionnée au sujet de la terrible gestion des bateaux de secours aux migrants et des récents scandales de l'agence des frontières européennes FRONTEX.



Intervention de l'ONG Bloom.  
Crédit photo Solène Lacroute.

Les Etats Unis et la Chine, Etats rivaux mais très intéressés par la situation géopolitique, énergétique et commerciale en Méditerranée, ont clos la séance, juste avant la prise de parole de plusieurs jeunes présents dans le public qui ont cité Greta Thunberg pour interpellier les dirigeants face à leur manque d'action malgré leurs promesses en 2015. Si les jeunes ont agacé certains, on peut se réjouir de leur engagement pour la préservation de la mer et la réduction des inégalités de développement.

### Des groupes de travail spécialisés

La conférence comprenait quatre étapes. Après cette séance inaugurale qui a permis d'exprimer un certain nombre d'engagements mais aussi de tensions, les participants se sont retrouvés l'après-midi au lycée Dumont d'Urville ouvert pour l'occasion, et se sont répartis en cinq commissions de travail : biodiversité marine, pollution, risques côtiers, transports et migrations. Ce fut l'occasion de rencontrer des

scientifiques et des experts venus aider à envisager des plans d'action plus efficaces et plus pertinents face aux enjeux : Maison régionale de l'eau pour présenter la délicate gestion de cette ressource dans le sud de la France, touché par la sécheresse et la pression démographique et touristique, historien des énergies soulignant l'importance des routes commerciales et les risques liés en Méditerranée, ONG SOS-Méditerranée pour le terrible constat des migrants morts en mer depuis 2014 – presque 30 000 à ce jour. Le lendemain matin, chaque groupe de travail a donc rédigé des préconisations nées des discussions avec les experts et déclinées à trois niveaux : à l'échelle internationale, à l'échelle régionale et enfin des actions à mener à l'échelle locale.

### **De vifs débats entre représentants**

Retour dans l'amphithéâtre de la fac de Droit vendredi après-midi. Les rapporteurs de chaque commission ont énuméré leurs résolutions, systématiquement recontextualisées, afin de les faire voter par les représentants des Etats. Parmi les préconisations adoptées, on retiendra l'engagement à créer de véritables zones d'exclusion dans toutes aires maritimes protégées, faisant des celles-ci des espaces sanctuarisés à l'image des parcs nationaux. Inspiré par les travaux de l'entreprise Créocéan, a été proposé le renforcement d'infrastructures maritimes existantes en intégrant du « corail replanté » pour soutenir la biodiversité et la protection des littoraux. Autre mesure adoptée, un financement pour le sauvetage des migrants en mer par l'UE. Cependant, si la majorité des idées proposées a été adoptée, certains Etats ont tenu à exprimer leur désaccord et à justifier leur opposition, donnant parfois lieu à de vifs échanges, notamment entre le représentant de la France et celui de la Tunisie qui semblaient pourtant avoir trouvé un compromis en commission mais qui se sont désolidarisés au sujet de la réduction de la pollution plastique. Ainsi, trois suggestions n'ont pas été retenues, montrant la timidité de certains Etats, notamment face aux pressions des entreprises et dans un contexte de difficultés budgétaires. Parmi elles, la création d'un fonds international pour financer l'application des normes BWM, portant sur la gestion des eaux de ballast des navires, imposées par l'Organisation maritime internationale depuis 2004 mais encore très inégalement appliquées dans le monde. Malgré la nécessité de mieux gérer ces sources de pollution, cette proposition a été jugée inutile par une partie des pays. Si au total 13 recommandations sur 15 ont été adoptées, le bilan de cette COP-Méditerranée reste mitigé, les intérêts nationaux ou économiques primant encore souvent face aux nécessités environnementales.



Toutefois, elle a renforcé la prise de conscience de la fragilité de la Méditerranée et de la nécessité d'une meilleure coopération, pour une mer qui n'est pas seulement une source de revenus ou de distraction, mais aussi le trait d'union entre trois continents, berceau de plusieurs civilisations liées entre elles, et dont nous sommes les héritiers. A nous de la transmettre aux générations futures, représentées ici par ces jeunes venus rappeler leurs espoirs et leurs craintes face à des adultes qui oublient parfois l'humanité et la beauté de la Méditerranée.

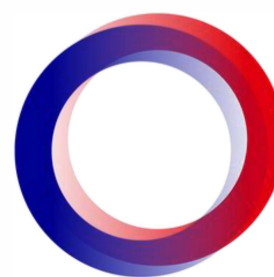
*Intervention des mouvements de jeunesse.  
Crédit photo Solène Lacroute.*

Ce reportage a été réalisé par les élèves de 2nd de la section européenne anglais du Lycée Dumont d'Urville de Toulon.



**Négociation**  
**Internationale**

UNE OFFRE PÉDAGOGIQUE



**AFD**  
**GROUPE**